Une autre méthode de financement est également prévue suivant laquelle la SCHL peut accorder des prêts à long terme à une province, à une municipalité ou à un office du logement social (avec l'approbation de la province), en vue de la construction de logements sociaux. Les projets peuvent consister en des constructions nouvelles ou en la rénovation d'immeubles existants et ils comprennent aussi bien des foyers ou centres d'hébergement que des logements familiaux autonomes. Les prêts peuvent représenter jusqu'à 90% du coût total établi par la SCHL et s'étendre sur une période maximale de 50 ans, sans toutefois dépasser la durée de vie utile de la construction. Le prêt maximal pour un appartement doté de tous les services est de \$20,000, et pour un foyer d'hébergement il est de \$10,000 par personne logée. Pour une maison, il est de \$30,000. De plus, un prêt additionnel d'un montant égal à 15% du maximum peut être accordé pour des agréments supplémentaires qui ne sont pas de nature strictement résidentielle. Le taux d'intérêt est fixé par le gouverneur en conseil. Cette formule prévoit que des subventions fédérales peuvent compenser jusqu'à 50% des pertes d'exploitation pour une période ne dépassant pas la durée du prêt. La SCHL et la province intéressée se partagent les subsides annuels.

En 1973, des prêts d'une valeur de \$199.7 millions ont été approuvés pour l'aménagement de 14,114 logements sociaux et 14 places dans des centres d'hébergement. Ce montant couvrait 90% du coût de construction ou d'acquisition des logements. Les chiffres correspondants pour 1972 sont 12,447 logements, six places dans des centres d'hébergement et \$179 millions. Dans le cadre des ententes fédérales-provinciales à frais partagés, un montant supplémentaire de \$51.8 millions a été approuvé pour 3,327 logements, contre 1,875 logements et \$27.7 millions en 1972. Le gouvernement fédéral peut assumer à part égale le déficit d'exploitation des projets de construction de logements sociaux en vertu de l'accord de prêt et accepter 75% du coût en vertu de l'accord d'association. La participation fédérale aux subventions à l'égard des 101,900 logements occupés à la fin de 1973 est estimée à \$68.5 millions pour l'année.

Les provinces, les municipalités ou leurs organismes peuvent conclure avec les propriétaires de logements privés des ententes aux termes desquelles ceux-ci acceptent de louer à des familles à faible revenu pour un montant établi en fonction du revenu. Le gouvernement fédéral fournit 50% de la différence entre le loyer subventionné payé par le locataire et le loyer complet au prix du marché normalement demandé par le propriétaire. Dans le cadre de cette entente, 5,331 logements ont été approuvés en Ontario, 141 au Manitoba, 114 au Nouveau-Brunswick et 317 dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Bien que les dispositions de la Loi relatives aux ententes fédérales-provinciales à frais partagés permettent la construction de logements destinés à la location ou à la vente, l'aide a surtout porté sur les logements de location subventionnés. Toutefois, trois différents programmes de ventes sont actuellement à l'essai. En Ontario, un programme de vente a été lancé dans 15 municipalités pour permettre aux locataires d'environ 1,670 logements locatifs non subventionnés de s'acheter leur maison. La Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick continuent à se prévaloir de cet article de la Loi pour aider les coopératives à construire des maisons destinées à la vente; en 1973, on a approuvé la construction de 320 logements destinés à être vendus aux membres de coopératives, ce qui porte le nombre total de logements vendus à 5,664. On a également recours à l'article 40 de la Loi pour subventionner l'accession à la propriété en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, et à Terre-Neuve des négociations se poursuivent actuellement. Aux termes du programme de subventions, les acheteurs effectuent des paiements hypothécaires établis en fonction de leur revenu. En 1973, la vente de 172 logements a été approuvée dans le cadre du programme.

14.2.6 Aménagement de terrains et nouvelles collectivités

Le gouvernement fédéral et celui d'une province peuvent conclure des ententes relativement à des projets d'aménagement de terrains pour la construction d'habitations. Le gouvernement fédéral paie jusqu'à 75% du coût, le reste étant à la charge de la province. Cette dernière peut demander à la municipalité intéressée d'acquitter une partie de l'obligation provinciale. Il existe également une autre formule suivant laquelle les provinces, les municipalités et leurs organismes peuvent obtenir, à un taux préférentiel, des prêts équivalant à 90% du coût d'aménagement et de dotation en services des terrains où seront construits des logements sociaux.